

Le «cadeau» de Genève profitera aux chômeurs

Budget 2026 Les élus affecteront les 290 millions genevois à la caisse chômage.

Qui aura plus d'argent et qui en touchera moins? La grande bataille pour le budget 2026 de la Confédération bat déjà son plein dans les commissions du parlement avant de livrer son verdict final en décembre lors de la session d'hiver. Une chose frappe cette année. On y parle beaucoup de Genève et de son nouveau cadeau surprise à la Confédération de 290 millions.

Pour ceux qui n'ont pas suivi le film, rappelons que Genève a déjà arrosé la Confédération l'an passé avec des rentrées extraordinaires provenant des sociétés de négoce. Rebelote cette année. La Confédération s'est fendue récemment d'un communiqué pour dire aux élus que Berne toucherait 290 millions de plus que prévu de Genève.

Alors que va-t-on faire de ce pactole? Va-t-on l'utiliser pour rembourser une petite partie de la dette? Non. La présidente de la Commission des finances du National, Sarah Wyss (PS/BS), déclare ce mercredi que cela ne serait pas opportun. On ne pourrait plus reprendre cet argent dans un budget ultérieur en cas de détérioration conjoncturelle.

Alors où vont aller ces centaines de millions? Le vice-président de la Commission des finances, Jacques Nicolet (UDC/VD) annonce que la majorité se prononce pour les placer dans la caisse de l'assurance chômage. Il estime que c'est une bonne idée vu que l'incertitude au niveau du marché du travail avec les droits de douane américains reste grande.

Un budget de 91 milliards

Mais venons-en aux chiffres clé du budget 2026 de la Confédération. Celui-ci se montera à 91 milliards de francs avec un déficit de plusieurs centaines de millions. Le budget est en forte progression (+ 5,1%) en raison notamment du versement pour la première fois de la 13^e rente AVS. Le Conseil fédéral veut d'ailleurs faire accepter prochainement une hausse de la TVA pour financer cette rente sur le long terme et soulager le budget ordinaire.

Que faut-il retenir des décisions de la Commission des finances du Conseil national? Un rapide aperçu.

— Plus d'argent pour l'armée

Alors que les pays européens se réarment à la vitesse grand V, la Suisse y va plus tranquillement. En 2026, elle consacrera 50 millions de plus aux dépenses et in-

vestissements dans l'armement. Mais attention, la moitié de cette somme devra être financée par des économies dans le fonctionnement de l'armée, en gagnant en efficacité. À noter que l'Office fédéral de la cybersécurité touchera 10 millions supplémentaires pour mieux lutter contre les cybermenaces.

— Aide au développement

La Direction du développement et de la coopération (DDC) fait à nouveau face à des coupes. Elles se montent globalement à 34,5 millions de francs. À signaler que des propositions pour augmenter les crédits de la DDC ou ponctionner les bénéfices de la Banque nationale suisse en faveur de la Coopération internationale ont échoué en commission.

— L'agriculture aura plus d'argent

Le lobby agricole, qui est toujours aussi puissant à Berne, a réussi à mettre un peu de beurre dans les épinards. Il a obtenu 1,4 million de plus pour la production de pommes de terre de semence et 1 million supplémentaire pour l'Institut de recherche de l'agriculture biologique. Les éleveurs profiteront de 3,6 millions supplémentaires pour des mesures de protection des troupeaux.

— Personnel fédéral moins choyé

Le personnel fédéral ne touchera pas la pleine compensation du renchérissement. Il devra se contenter d'une hausse de 0,1% et non de 0,5%. La Confédération devra aussi se montrer moins gourmande au niveau du nombre de poste dans plusieurs services. L'un d'entre eux en revanche verra ses postes fortement augmenter. Il s'agit de la police judiciaire fédérale.

— Moins d'argent pour l'asile

La Confédération a vu sa facture de l'asile exploser avec les réfugiés ukrainiens. La majorité de la Commission du National veut non seulement qu'une partie de ces dépenses (130 millions sur 600 millions) soit intégrée dans le budget ordinaire et non plus extraordinaire de la Confédération. Mais elle demande aussi dans la foulée une économie de 130 millions sur ces dépenses d'asile. On sait que le Conseil fédéral aimerait que les cantons financent davantage.

Arthur Grosjean